

En 1

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
23 février 2012
n° 2217
1,30

Quelle gouvernance
pour Iparralde ?

Manuel Lasarte

bertsulari herrikoia

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



La discipline, le cilice, le jeûne et la cendre

L, ESPAGNE inflige aux prisonniers d'ETA et à eux seulement, les principes définis par le bienheureux fondateur de l'Opus Dei, José Maria Escrivá de Balaguer: «*Que la douleur soit bénie! Que la douleur soit aimée! Que la douleur soit sanctifiée! Que la douleur soit glorifiée!*» (1). Après la discipline de la prison, le cilice, le jeûne et la cendre seront exigés. Chaque prisonnier politique basque, individuellement, devra demander pardon, condamner et se repentir de ses actes, payer des indemnités aux victimes, collaborer avec la justice, il pourra alors bénéficier d'un régime de liberté conditionnelle ou de semi-liberté et sera rapproché du Pays Basque. Le nouveau ministre de l'Intérieur espagnol José Fernandez Diaz vient de le rappeler le 10 février, pas de législation particulière pour les Basques. La démarche définie par l'article 90 du code pénal espagnol et l'article 73 de la loi pénitentiaire, sera seule appliquée.

Selon le ministère de l'Intérieur, 22 prisonniers basques sur plus de 550 ont accepté. Avec à la clef, leur expulsion du collectif des prisonniers. Pour l'instant, ETA et sa mouvance ont approuvé dans l'Accord de Gernika (25 septembre 2010) «*la reconnaissance, la réconciliation et la réparation de toutes les victimes*». Trop vague, trop généraliste et trop collectif aux yeux des Espagnols qui exigent de vraies humiliations individuelles en bonne et due forme.

Quant aux victimes de la violence mise en œuvre par l'Etat —et elles sont nombreuses en Pays Basque— pour bénéficier d'une indemnisation, elles se contenteront d'un projet de décret annoncé le 9 février et couvrant la période 1968-1978 (avant l'adoption de la Constitution): il exclut «*toutes personnes pratiquant ou prétendant réaliser une quelconque activité violente à motivation politique*». Circulez, y a rien à voir pour les militants abertzale. Cerise sur le gâteau, le décret n'émane pas de l'Etat, comme cela eut été logique... mais d'un petit gouvernement régional, celui de Gasteiz.

La nouvelle fondation privée Euskal Memoria tente de recenser les victimes de tortures policières en Pays Basque depuis 50 ans. L'estimation est de l'ordre de 10.000 personnes. La tâche est ardue, tant est lourd le poids du silence et de l'oubli souvent exigés par les tortionnaires de l'Etat, tant pèsent les effets sociaux et psychologiques de la torture. «*Auprès de qui dénoncer les faits? L'immunité des tortionnaires étant*

garantie, nous voulions d'abord tourner la page et protéger notre entourage...». L'écrivain et académicien Joan Maria Torrealday ne révèle qu'aujourd'hui les sévices graves qu'il subit durant de son incarcération, lors de l'interdiction du quotidien *Egunkaria* en février 2003. Quant au président de la Cour suprême Carlos Divar, il répond le 13 février au député d'Amair Iker Urbina que contrairement à ce qu'affirment la municipalité de Saint-Sébastien et un dernier rapport de l'ONU, «*les tortures n'existent pratiquement pas en Espagne*».

Deux poids deux mesures, selon votre camp. Nous sommes donc encore très loin de l'ouverture officielle d'une Commission pour la vérité et la réconciliation, selon le modèle de l'Afrique du Sud. L'avocat Brian Currin originaire de ce pays, peine à faire avancer les choses. Ni le gouvernement socialiste, ni l'actuel du PP, ne lui reconnaissent la moindre légitimité. Il ne peut guère s'appuyer dans notre pays sur un Mgr Desmond Tutu, archevêque anglican de Johannesburg. Contre l'avis des prêtres du Gipuzkoa qui demandent à l'Etat et à ETA de se pardonner réciproquement leurs fautes respectives, l'évêque de Donostia, Mgr José Ignacio Munilla, demande aux seuls terroristes d'ETA «*d'ouvrir leurs cœurs et de ne pas craindre de se repentir, d'aller vers la conversion et la réconciliation*». Il est plus confortable d'être d'abord du côté du manche madrilène et n'est pas Desmond Tutu qui veut.

En cet océan d'immobilisme et face à la volonté délibérée d'humilier l'adversaire vaincu, apparaît un signe du changement en cours: la disparition annoncée des escortes chargées de protéger hauts fonctionnaires et hommes politiques. Celles des députés socialistes et des vice-conseillers du gouvernement autonome sont déjà supprimées. Le PP n'est pas pressé, mais il ne peut éternellement faire comme si. Il recherche des alliés socialistes et PNV pour gérer au mieux le processus de paix et éviter le pire pour lui: que la défaite policière d'ETA se transforme en victoire politique. Il attend surtout la décision du Tribunal constitutionnel qui statuera dans les prochaines semaines sur la demande de légalisation de Sortu, le parti de la gauche abertzale, paralysée depuis plus d'un an. Ce sera à la fois le test et le tournant de demain.

(1) Page 208 de l'ouvrage «*Le chemin*» écrit par celui qui fut béatifié par Jean-Paul II le 17 mai 1992.

“Gilet” flüoaren eguna !

MARTXOAREN 3an, Iparraldean “gilet” flüoaren eguna izanen da!

“Gilet” horiek gaur egun norbanakoaren «*babes*» ekipamendu gisa kontsideratuak dira: besteak beste bide bazterrean den edozoin pertsonaren «*ikuspenaren hobetzeko*» eginak dira. Frantses estatuan 2008ko urriaren lehenetik geroz larrialditik landa bide bazterrean gelditzen den autotik aterazen den orok jantzi behar du “gilet” hori.

Bitxi egiten badu ere, iparraldearentzat duela 2 mende pasa aldarrikatzen den instituzioak, badu holako “gilet” baten rola. Hara nola, Baterak, azken 10 urteetan, aldarrikatzen dituen 4 errebindikazioetan den euskal instituzioa erraiten ahal da Iparraldearen “*ikuspenaren hobetzeko*” eta bertan bizi direnek dituzten xede eta lehenetasunen “*babesteko*” hor dela! Lurralde elkargoa, nolabaiteko “gilet” flüo erraldoi bat balitz bezala!

2010eko Balladur-en lurralde elkargoen erreformak Iparraldeak zuen “Pays” egitura desagertaraziko du, eta Iparraldeak orain arte Estatua, Eskualdea eta Departamenduarekin duen “*lurralde kontratuen*” izenpetzeko eta eta finantzatzeko posibilitatea 2013tik goiti nehork ez daki zertaz ordezkaturia izanen den! Ondorioz, Euskal Herriaren mugiaraziteko eta haren ezagupen

instituzionala beharrezkoa dela plaza publikoan argiki erakusteko Baterak, martxoaren 3an mobilizazio indartsu bat antolatzen du Iparraldeko 7 lekutan bide blokatzeak antolatuz, 10etatik 12ak arte.

Blokatze horiek jendarteari eta Estatuaren zerbitzuei erakustiko dute lurralde elkargoaren aldarrikapenarekin eta Bateraren beste 3 errebindikazioekin (Iparraldeko unibertsitatearen sortzea, EHLGren ofizializazioa, eta euskararen ko-ofizializazioa) aterabide politikoak behar direla atxeman eta Estatuaren «*blokatzeak*» gelditu behar direla. Bateraren ekintzak molde batez denbora gehiegi iraun duten blokatze politikoak irudikatu nahi ditu eta Euskal Herriaren ezagupen instituzionala irabazteko herritarren determinazioa baketsua bezain tinkoa erakutsi nahi dute.

Bezaz, dudarik gabe, zuen inguruko sare guziak (familia, lagun, elkarte, sindikata, alderdi, etab.) aktibatuz “*phoning*”a eta “*mailing*”a eginuz!

Bateraren aldarrikapenek duela aspaldi frogatu dute beren zilegitasuna! Martxoaren 3an, saldo haundian «*gilet*» flüoekin mobilizatuz aldarrikapenen legeztazeari buruz pausu bat gehiago egin dezagun, «*gilet*» flüoaren egun haundia erreusituz!



Garapen kontseilua et Hautetsien kontseilua à la croisée des chemins

● Pantxo Bimboire

LE trop long combat pour la reconnaissance du Pays Basque se poursuit. Les instances de dialogue, sans véritable pouvoir et, avec un budget ridiculement faible sont maintenant, en ce début de 2012, à la croisée des chemins. Il avait été décidé, au sein du Garapen Kontseilu (GK) qu'il serait validé 3 scénarii, par un cabinet extérieur et que le GK prendrait sur le sujet une position. Pour rappel, ces 3 scénarii étaient: la prolongation du mode actuel à iso moyen, soit le statu quo (bien que pour certains il soit juridiquement impossible à tenir dans la législation actuelle), la mise en place d'un établissement public disposant à titre expérimental de compétences déléguées (mais il est assorti de la condition que les volontés locales des collectivités et intercommunalités adhèrent à ce transfert de compétences et cela n'a pas été exprimé) et, enfin, la création d'une collectivité spécifique.

Un travail important a été mené, dans des commissions, entre décembre et février. Les bonnes volontés de toutes tendances ont pris part à ces travaux. Par exemple, la commission économie s'est déclarée pour une plus grande cohérence entre les acteurs travaillant sur les secteurs industrie, commerce, artisanat et agriculture. Il est vrai, qu'à part la CCI dont la stratégie territoriale est écrite pour 4 ans et, à part la structure EHLG, nous ne disposons de pas grand-chose de lisible à l'échelle du Pays Basque dans des structures comme la Chambre des métiers ou la Chambre d'agriculture.

Les deux experts sont dans la phase ultime de validation, ils rendent leur compte rendu des auditions le 8 mars.

L'AG plénière des deux Conseils doit donner son avis, vers la mi-mars. Elle aura lieu avant les élections, à cause de la période pendant laquelle les élus de la République sont tenus à la réserve.

On entend déjà de ci, de là, des positions, même issues de personnes n'ayant pas investi 15 minutes dans les réunions préparatoires: le nouveau préfet, sitôt en place s'est déclaré contre le statut de collectivité spécifique, pour évoquer que la plus «positive» des positions. D'autres grands élus «de la côte» ont déjà exprimé leurs positions similaires, mais, même sur «la côte», on sent des frémissements et les positions évoluent, auprès de personnes ayant travaillé avec nous.

La volonté collective et le 3 mars

Il y a deux ans, après le succès de la consultation populaire, malgré des manœuvres de la préfecture, il s'agit, une nouvelle fois, de signifier qu'avec le statu quo, le compte n'y est pas. En profitant de l'occurrence du travail



sur la gouvernance programmé par le GK, c'est vraiment le moment pour exprimer ce que la majorité pense «tout bas». Les faux prétextes des troubles publics (la lutte armée, sur ce domaine aussi, a desservi la construction du territoire) sont définitivement hors de l'actualité. La revendication légitime doit s'exprimer calmement et fermement, sur un mode raisonnable et constructif. C'est le samedi matin 3 mars qu'il s'agit d'être nombreux et efficace et, d'expliquer le pourquoi de notre long combat, légitime. C'est par canton que seront organisées des actions. Rejoignez votre canton, des documents explicatifs et des réunions sont organisées.

Et après

Pour nous, il ne fait aucun doute que c'est le scénario 3 qui a notre faveur. Mais, il importe, toujours malgré les pressions de bonnes fées qui ne manquent pas, que les votes de l'AG des Conseils des élus et de développement de mars, prennent la décision vitale. Qu'importe la suite des élections présidentielles et législatives, il faut tirer le tantto, dans cette partie de mus!

De toute façon, après tant et tant de tentatives pour faire avancer les choses, il n'est désormais plus possible que l'après soit comme l'avant. L'investissement de bonne foi de tant et tant d'acteurs ne pourra se poursuivre comme si de rien n'était.

Info

On m'a passé une information sur le débat nouvelle voie: si vous avez internet rentrez sur google/cour des comptes autoroutes ferroviaires, vous vous rendrez compte ainsi de la façon dont sont jugés les projets actuels et de leur risque économique important. Edifiant!

CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

●●● pas tant que ça que celui qui a retiré sa candidature présidentielle concurrente à celle de Sarkozy, J-L. Borloo se voit proposer la présidence de la plus grande entreprise de France, Veolia (300.000 salariés dans le monde). Serait-ce le fameux système que combat le candidat du peuple?

●●● que l'affiche électorale de Sarko le représente sur fond de mer d'huile. Au fond un capitaine de pédalo suffit!

●●● et réjoui que le président-candidat découvre à 2 mois de la fin de son mandat les vertus du dialogue direct avec le peuple par la voix du référendum. Au poil! Batera en a un à lui soumettre ici!

●●● pas tant que ça que l'éternel ministre de la Culture, Jack Lang, qui a trouvé in extremis une circonscription législative, se projette déjà dans le fauteuil du président de l'Assemblée nationale... quitte à renvoyer Ségolène à la garde de ses quatre mioches.

●●● de l'agressivité financière de l'Emirat du Qatar, achetant tout ce qui se vend en France: club de foot, chaînes TV, usines, immeubles, palaces... Un émirat grand comme la Corse laisse donc espérer aux disciples de Pascal Paoli le plus grand avenir.

●●● du fabuleux investissement Renault-Nissan de 600 millions d'euros à Tanger pour y construire, sur 300 ha, une usine à la capacité de production de 400.000 véhicules, employant 6.000 salariés directs et 30.000 indirects au salaire moyen de 250 euros mensuels. Manière élégante de soulager nos grands bourgeois de la peur de la cité rouge de l'île Seguin.

ABONNEZ-VOUS



Gouvernance d'Iparralde

Saisir l'opportunité de l'éventuelle alternance du pouvoir central à l'occasion des élections présidentielles et législatives de ce printemps, tel est l'objectif de la réflexion engagée aux Conseils des élus et de développement sur le devenir institutionnel d'Iparralde. Nous en rapportons la méthode, le calendrier et reproduisons les maquettes des formules juridiques constitutionnellement possibles pour nos trois provinces proposées par deux experts en droit public (maquettes tirées d'un document de l'UPPA).

LE Conseil des élus et le Conseil de développement se sont donnés comme objectif d'identifier, pour la fin février 2012, les cadres possibles de la gouvernance à mettre en place dans les prochaines années en Pays Basque. Il s'agit d'identifier aussi bien les missions de cette future gouvernance que les formes d'organisation. Comme acté lors de l'assemblée plénière (CA du CEPB et CD du CDPB) du 13 octobre 2011, le travail se déroule en deux phases: l'identification des missions pouvant relever d'un portage à l'échelle du Pays Basque et l'examen des scénarios d'organisation et de gouvernance.

Phase 1: Identification des missions pouvant relever d'un portage à l'échelle du Pays Basque (novembre 2011-janvier 2012)

Pour conduire cet exercice, 6 ateliers de travail animés par des élus (du Conseil des élus) et des socio-professionnels (du Conseil de développement) sont mis en place (65 personnes inscrites), chaque atelier ayant à traiter un domaine précis de l'action publique: (Voir liste des participants dans l'encadré).

- Economie/emploi - Enseignement supérieur - Formation professionnelle.
- Aménagement - Urbanisme - Habitat.
- Déplacements - Transports - Infrastructures.
- Education - Culture - Langue - Jeunesse/sports.
- Environnement - Ressources naturelles.
- Action sociale - Santé.

A partir d'un état des lieux synthétique des politiques publiques conduites en Pays Basque, chaque atelier est invité à identifier les missions pouvant relever demain d'un niveau Pays Basque et susceptible d'apporter une réelle plus-value à l'action publique locale tout en répondant aux ambitions du projet territorial: réciprocity territoriale, développement durable, coopération transfrontalière.

Phase 2: Examen des scénarios d'organisation et de gouvernance (janvier 2012 février 2012)

En assemblée plénière, et avec l'appui de juristes et de témoins d'autres territoires, il s'agira d'étudier les modes d'organisation et de gou-

vernance du Pays Basque: renforcement du Conseil des élus actuel, évolution vers un établissement public, création d'une collectivité spécifique...? Tous les scénarios possibles seront étudiés pour répondre au mieux aux missions identifiées dans la première étape. En fonction des scénarios possibles, le rôle du CDPB devra être redéfini.

Pour préparer cette seconde phase, le dispositif CEPB/CDPB mobilise une équipe de juristes autour de Jean Gordou (UPPA/Pau) et Jean-Pierre Massias (UPPA/Bayonne). Ainsi, une mission est confiée à Pau Droit Public (laboratoire de J. Gordou) pour étudier toutes les possibilités offertes par le droit dans les hypothèses d'organisation envisagées par le Conseil des élus. Cette lecture technique sera complétée par un recueil des points de vue des principaux acteurs et partenaires du territoire et des sensibilités politiques, sur la nature de l'organisation et de la gouvernance souhaitable en Pays Basque. En outre, des témoignages seront sollicités auprès d'acteurs engagés dans des démarches de gouvernance (type pôle métropolitain, collectivité territoriale Corse ...),

Calendrier (1)

Trois temps forts sont programmés d'ici fin février 2012 pour finaliser ce chantier. Ainsi, l'assemblée plénière (élargie aux participants des groupes de travail) se réunira:

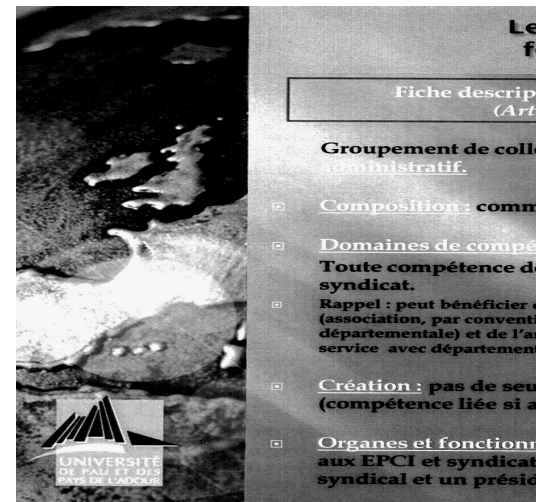
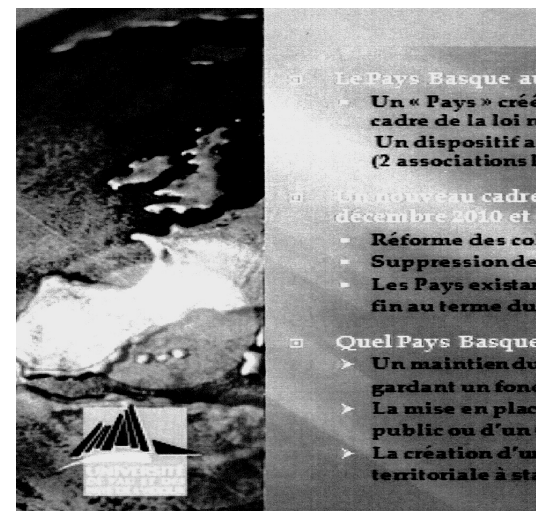
- le samedi 28 janvier 2012: bilan des travaux des 6 ateliers sur les missions pouvant relever d'un portage Pays Basque et premiers éclairages juridiques sur les formes d'organisation;
- le samedi 11 février 2012: synthèse des points de vue sur la nature des évolutions de l'organisation et de la gouvernance
- le samedi 25 février 2012: conclusions et mise en évidence des scénarios d'évolutions possibles.

Le territoire disposera ainsi d'un état des lieux objectif du champ des possibles, tant au niveau des domaines d'action pouvant être traités à l'échelle du Pays Basque que des modalités d'organisation et de gouvernance requis pour y parvenir.

(1) le calendrier a pris du retard car la réunion du 11 février a été reportée au 8 mars.

“Identifier les missions pouvant relever demain d'un Pays Basque susceptible d'apporter une réelle plus-value à l'action publique.”

“Evolution vers un établissement public, création d'une collectivité spécifique...?”

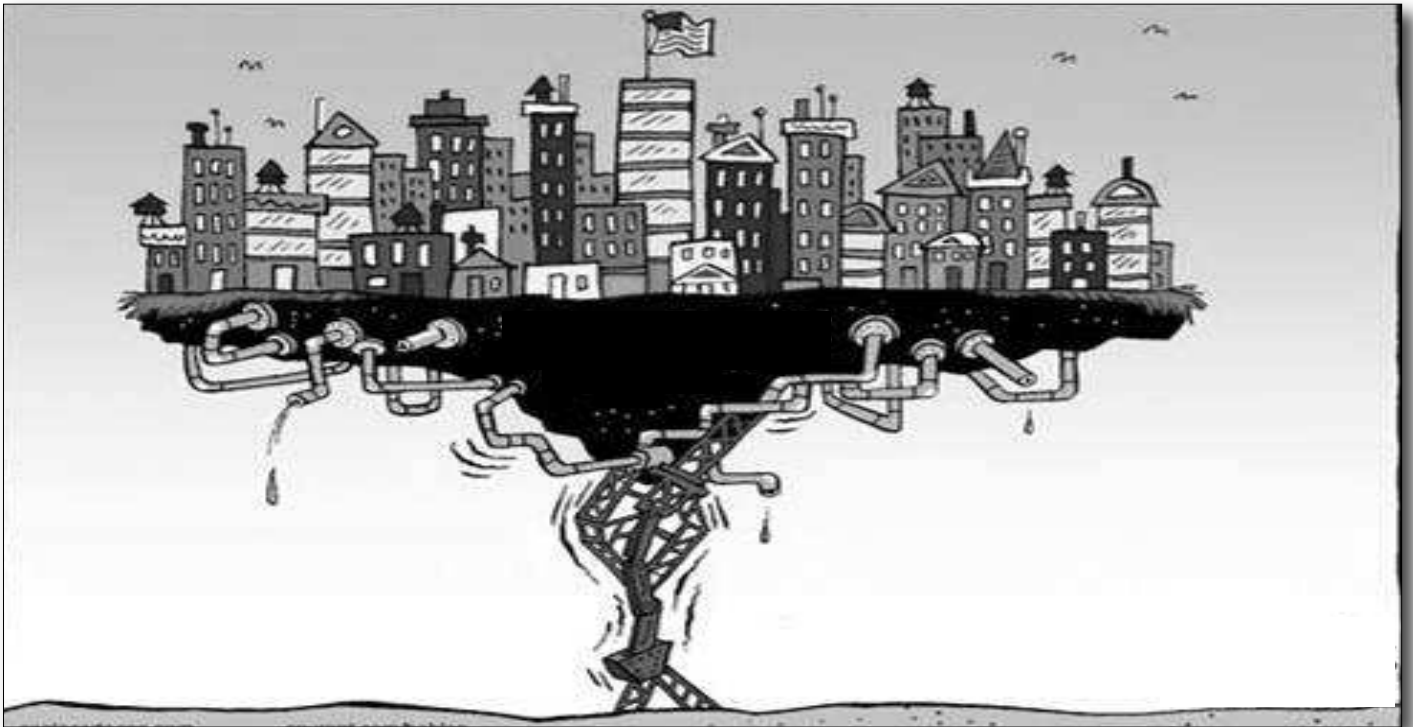


2012KO OTSAILAREN 23AN

BENOÎT THEVARD, INGÉNIEUR DES MINES, CONSEIL EN ENERGIE ET STRATÉGIES POST-CARBONE DES TERRITOIRES

Penser l'après-pétrole

Pour cela, il faudra voir comment trouver des solutions locales aux besoins primaires (alimentation, santé et habitat) et aux fonctions support (transport, économie et énergie)



Les générations actuelles vivent dans un monde radicalement différent de celui de leurs parents et de leurs grands parents. En effet, notre dépendance au pétrole est totale et pourtant de nombreux indicateurs montrent que la fin du pétrole abondant et peu cher est imminente. A quinze jours de sa conférence à Ainiza Monjolose, co-organisée par EHLG, Bizil et la Fondation MRA, Benoît Thévard, ingénieur conseil, répond aux questions d'*Alda!* sur les bouleversements prévisibles dus à cette pénurie à venir et les adaptations possibles et souhaitables dès aujourd'hui.

Quels sont les dangers liés à notre extrême dépendance au pétrole ?
Quand on parle du pétrole on pense immédiatement au prix de l'essence à la pompe, à nos trajets quotidiens en voiture, etc.

Mais en fait, pour avoir une vision plus réaliste de notre dépendance, il faudrait se poser la question suivante : «*Quel est le bien ou le service qui est actuellement indépendant du pétrole ?*». La réponse la plus proche de la réalité est «*aucun* !». En effet, tout bien ou service, à un moment donné, a eu besoin du pétrole.

Même si on parle de plus en plus d'une économie dématérialisée (via l'usage d'internet), l'ampoule d'éclairage, le chauffage et l'ordinateur du bureau ont eu besoin du pétrole... Comme tout ce qui nous entoure a eu soit pour la fabrication, soit pour le transport, etc. besoin du pétrole, de près ou de loin !



"Gaurdanik petroliorik gabeko mundua pentsatu eta antolatu behar dugu."

Toute variation du prix du pétrole représente un risque important pour le fonctionnement de l'économie dominante : si le prix du pétrole augmente, le reste des prix aussi augmente. Ce qui dans les secteurs essentiels à la vie des citoyens (alimentation, santé et habitat) pose un problème majeur. Ainsi dès que le prix du pétrole augmente, le coût des besoins vitaux augmentera et la consommation qui leur est reliée aura des prix à la hausse.

Quand on parle de l'avenir du pétrole, on parle de «la fin du pétrole bon marché» ou de «la fin du pétrole tout court» ?

Comment avoir l'heure juste dans un monde où on fait comme si le pétrole abondant et pas cher était infini ?
Effectivement, dans le domaine du pétrole, il faut connaître les ordres de grandeur et savoir ce qu'ils représentent par rapport à l'avenir. Ainsi, on ne peut nier qu'il y a encore beaucoup de réserves de pétrole dans le sous-sol : la moitié de ce qui a existé.





Benoît Thévard

La question à se poser, et à suivre, concerne la capacité de production en temps réel de l'industrie pétrolière afin d'alimenter une demande au quotidien pour les industries et habitants, et ainsi assurer le fonctionnement de nos sociétés.

En effet, la moitié des réserves de pétrole ayant existée qui a été consommée concernait le pétrole le plus facile à extraire (pétrole liquide, de surface, sous pression, dont le raffinage était assez simple). Aujourd'hui le pétrole est en off shore profond (4km sous l'eau auquel il faut ajouter 2 ou 3km à creuser sous terre...), soit sous forme de sable bitumineux, d'huiles de schistes, etc.

Les gisements conventionnels sont bel et bien en fin de course et en phase d'épuisement.

Ainsi, actuellement, les gisements qu'on exploite sont plus coûteux.

Ce qui est en jeu est donc la capacité technique des industries à produire toujours plus vite et en plus grande quantité le pétrole nécessaire pour répondre à la demande croissante !

Il y a donc un vrai problème de rythme et de débit dans la production du pétrole : la production baisse, les coûts de production augmentent, la demande augmente... les prix pétroliers aussi !

L'économie n'arrive plus à suivre.

D'autre part, on peut aussi parler de la disponibilité physique du pétrole, qui dans le cas de la France est à 99% importé. Les pays producteurs de pétrole connaissent une croissance et deviennent plus grands consommateurs de pétrole ce qui met de la tension au niveau des exportations. Est-ce que la France a des garanties d'être approvisionnée dans les quantités souhaitées ?

Quels sont les bouleversements prévisibles liés à cette pénurie à venir ?

Depuis 2004 on a une tension sur le marché du pétrole : la production du pétrole conventionnel stagne. Les coûts de production augmentent aussi : de plus en plus d'énergie est nécessaire pour exploiter le pétrole... c'est le serpent qui se mord la queue. Pour exploiter le pétrole il faut plus d'énergie, et le pétrole étant plus cher, le coût d'exploitation du pétrole augmente.

Toute tension supplémentaire sur le pétrole (comme lors de l'explosion de la bulle spéculative en 2008) entraîne une explosion du prix du baril... qui à la longue entraîne une récession économique, donc une baisse de la consommation du pétrole et, par conséquent, une diminution de son prix.

Ainsi, si l'on suit la courbe d'évolution du prix du pétrole dans le temps on aura des «plateaux ondulants» : une suite de croissance et de récession économiques corrélée au prix du pétrole...

C'est le modèle économique dépendant du pétrole depuis le XIX^e siècle qui est en jeu.

Comment faire face à ce changement à venir et quelles sont les adaptations possibles et souhaitables dès aujourd'hui?

Il faut voir si les alternatives au pétrole sont en mesure de compenser «dans les délais» ce que nous apporte le pétrole en terme de quantité, d'usage et de prix...

Le nucléaire n'a qu'un usage électrique. Ainsi, l'usage de l'électricité dans le transport implique le renouvellement de l'intégralité du parc automobile, de bus, etc. ainsi que celui des moyens logistiques (dépendants des énergies fossiles à prix bas) permettant à la société de fonctionner...

L'organisation physique de la société actuelle fait en sorte que l'électricité ne pourra pas remplacer les avions transportant l'alimentation, les engrais ou tout le matériel «jetable» et les médicaments liés au domaine de la santé.

Il faudra changer de modes de vie !

Certains se contentent du «déli de la réalité», mais il vaut mieux être conscient que l'avenir n'est pas aussi radieux que voulu, et se mettre à trouver d'ores et déjà des solutions ensemble pour s'y préparer. Acceptons la situation telle qu'elle est, arrêtons de croire à la technologie et à la solution miracle ! Tant qu'on espère de ce domaine, on n'avance pas ! Or, on n'aura pas le temps, ni la finance, ni l'énergie fossile nécessaire pour transformer la logistique mondiale et conserver notre mode de vie actuel.

Admettons notre vulnérabilité ! Préparons-nous aux changements économiques à venir : la logique de la croissance ne fonctionne plus car on n'aura plus l'énergie nécessaire pour la tenir et les conséquences de cette logique sur le basculement climatique ne seront pas assumables.

Il faut se recentrer sur l'essentiel : les besoins fondamentaux/vitaux dont on ne peut pas se passer (manger, boire, avoir un toit, assurer l'hygiène, se chauffer, s'habiller...). Et voir les ressources locales pouvant être affectées à la réponse à ces besoins essentiels !

Comme tous ces besoins dépendent du pétrole ils seront de toute façon remis en cause dès l'instant qu'il n'y en aura plus !

Il faudra donc une mobilisation de la société civile, des élus, etc.

En effet, il faudra voir comment trouver des solutions locales aux besoins primaires (alimentation, santé et habitat) et aux fonctions support (transport, économie et énergie) avec les citoyens et les élus.

La résilience, la capacité d'un système subir un choc ou un changement perturbant à s'y adapter, à se réorganiser tout en continuant à fonctionner et en gardant son identité nous aidera dans ce domaine. C'est une qualité fondamentale dans la mesure où nous allons vivre des changements.

Faire en sorte que notre organisation soit résiliente : susceptible de vivre changements et se réorganiser sera essentiel !

Malheureusement nous ne sommes pas résilients, mais résistants ! On est capable de tenir un moment, on est solide, stable via un système centralisé... mais on n'est pas adaptable...

Dans une période de changement, c'est un problème, un point faible ! Il faut changer ça et nos territoires doivent être résilients, plus adaptés aux changements qu'on sera amené à vivre !

J'aurai l'occasion de développer quelques pistes de solution lors de ma conférence au Pays Basque, le 8 mars à Ainiza à 20h30.



Zezenen zorionaz

Lucien Etxezaharreta

Berri on bat berdin bakoitzaren bazter egon laiteke egun hauetan: 18 zezen salbatuko direla aurtent!

Alabaina, Baionako jaun haundiek erabaki dute delako temporadan hiru zezenketa gutiago izanen zirela. CRACeko militanteek beren poza agertzen dute.

Baina lagun batek haserre beltza agertzen dit aurtengo Frantziako hauteskundeetan ekologisten programan zezenketaren debekatzerik ez dela aipu ere.

Eta hitzeman zuten "corrida, giza-diaren kultur ondare" deklarapenaren ezabatzea galdetzea ahazten dutela.

Ez omen du ere Eva Joly bozkatuko, dionaz, hain da kexu.

Irakurle adiskide, uste duzuke arraierian ari naizela baina aise ikusiko duzu nolako zezenekin den gure mundua.

Bitxo beroa dugu Sarko, mansoagoa Hollande, iduriz.

Hor dira ba Melanchon bezalakoak, Marine ere landesetako behi beltz putinkalari horien iduri.

Bayrou gaizoa idi pentsalari pixka bat, ibiltzen dena pentzean buztana airean, zezenetaz ameslari, Elysée-ko belar gozua jastatu nahiz, Nousté Henric zena gogoan...

Bo, hemen politika solasera lerratzen ari naiz.

Eta herri kulturak, hizkuntzen irakaskuntza edo herrialdeen bermoldaketa, herri hizkuntzak entzun ikus publikoetan.

Miterrandek denboran An Oriant-Lorient-en koplak bat edo beste eman zuten hortaz, "duintasuna" aipu zuela...

Altabada 6. Errepublikak ireki batez amets egin dugu, hainbeste kultur imigratu edo beste errespetatuko zituenak.

Non bilatu behar da zerbait programa batean?

Ala boz urte, gezur urte, berriz ere?



PATRICK BARONNET

www.heol2.org

Choix de vie



Qu'est-ce qu'une maison autonome ?

Une maison où les habitants ont décidé de vivre en accord avec les lois de la vie et de consommer totalement (ou presque) à partir des énergies du soleil, du vent, de la terre et du feu tant au niveau de l'habitat, que de la gestion de l'énergie, de l'eau de l'alimentation et de la santé.

Ses habitants ont fait le choix de réduire leur pollution à (presque) rien, de réduire au mieux l'utilisation de l'argent: euro ou dollar pour ne pas encourager la destruction de l'humain et de son environnement. Ils ont fait le choix de se désolidariser des grandes distributions qui ont détruit le tissu humain, le tout dans un souci, non de repli sur soi mais au contraire d'une conscience aiguë de la citoyenneté.

Comment êtes vous venu à réfléchir, rechercher et vivre sur et par l'autonomie et ce mode de vie alternatif ?

C'est tout simplement une réflexion précoce, progressive et assidue qui a mené notre conscience à ne plus être complice d'une organisation (devenue mondiale) dégradante pour l'Homme et la Planète et de proposer des solutions constructives, plutôt que des rester dans la révolte ou le catastrophisme.

Comment présenter "un mode de vie autonome" sans faire peur quand "vivre sans eau publique, ni pétrole, ni électricité, ni supermarché" peut paraître dans les sociétés occidentales comme étant impossible ?

La meilleure chose est de nous regarder dans le blanc des yeux, mon épouse, moi-même ainsi que nos 4 enfants qui en diront plus long sur notre joie de vivre, notre humour et notre culture ou faire partie des 70 000 visiteurs qui ont été bouleversés par un bonheur accessible à tous, pourvu d'oser vivre sa vie.

Ce que nous vivons est possible: la preuve. Ce que nous vivons en tant qu'Occidentaux n'est plus possible

La preuve est criante et fait souffrir ceux qui dépendent de notre mode de vie car nous avons du sang sur les mains, bien malgré nous.

Votre mode de vie semblant être un mode à généraliser dans un futur proche, quels sont les pas qui peuvent être d'ores et déjà mis en place par les citoyens souhaitant "limiter leur dépendance" ?

La première chose est de ne plus croire les médias qui mentent, d'échanger avec ses amis, de manger moins de viande pour libérer 2/3 des terres agricoles afin de nourrir tout le monde et si possible cultiver soi-même, en groupe ou par quartier ses propres légumes biologiques pour être en bonne santé.

C'est de s'engager dans des associations, rire, chanter, danser pour que l'enthousiasme nous donne l'énergie de notre propre changement qui changera le Monde

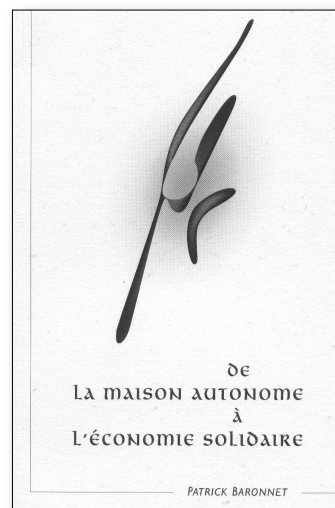
Un mot de présentation du projet "Oasis en tous lieux" de Pierre Rabhi dont vous êtes un membre actif...

Les "Oasis en tous Lieux" vont se réunir chez nous en juin, humbles lieux comme le nôtre, qui tentent de vivre en cohérence avec leurs idées, d'expérimenter des techniques à la mesure de l'homme, de vivre "ensemble" ... pas toujours facile mais tellement épanouissant et d'intervenir par le témoignage de lieux "pilote".

Ils souhaitent inviter chacun à vivre sa vie et non celle qu'une petite minorité nous impose et chercher de manière créative et libre, des audaces nouvelles pour incarner l'Utopie: plus raisonnable que l'incohérence de nos gouvernances et plus enthousiasmante pour nos têtes et nos cœurs.



«La maison autonome» :
Projection +
Débat avec
Patrick
Baronnet le
vendredi 9
mars à 20h00
à Mouguerre
(Salle Haitz
Ondoan, centre
du village).



Climat Pratic

Les petites collectivités et territoires ruraux ont un outil pour leur politique climat énergie

Elaboré par le RAC-F, Etd, le CLER et l'ADEME, CLIMAT PRATIC est un nouvel outil simple, accessible et gratuit à la disposition des petites collectivités et territoires ruraux. Cet outil méthodologique d'aide à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique climat énergie permet de guider les collectivités et territoires pas à pas pour définir rapidement un programme d'actions «climat-énergie» adapté à leur territoire.

Comment lutter contre le changement climatique sur mon territoire ? Comment anticiper la raréfaction et la hausse des prix des énergies fossiles ? Comment faire de l'énergie un facteur de développement local ?

Les collectivités ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre les changements climatiques. Aujourd'hui, on dénombre plus de 300 Plans Climat-Energie Territoriaux (PCET), initiés volontairement. Ce nombre devrait rapidement augmenter.

En effet, la loi Grenelle 2 oblige les collectivités de plus de 50 000 habitants à élaborer un PCET d'ici fin 2012.

Les collectivités plus petites (intercommunalités et communes) et les territoires ruraux (pays, PNR) souhaitent également agir et sont disposés à mettre en place des actions en faveur de la maîtrise de l'énergie et du développement des énergies renouvelables.

Programme d'actions «climat-énergie»
C'est pourquoi le RAC-F, l'ADEME, ETD et le CLER ont réalisé Climat Pratic à leur destination. Cet outil méthodologique d'aide à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique climat énergie permet de guider les collectivités et territoires pas à pas pour définir rapidement un programme d'actions «climat-énergie» adapté à leur territoire.

Par où commencer ? À quoi faut-il faire attention ? Qui peut m'aider ? Climat Pratic vise à répondre à toutes ces questions.

Climat Pratic se présente sous la forme d'un tableur facile à utiliser (pas besoin d'assistance), modifiable pour s'adapter aux spécificités locales et basé sur une logique de progression pas à pas.



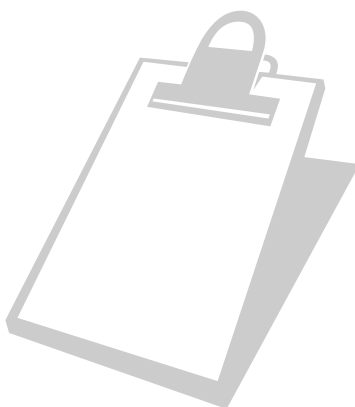
Il est organisé autour de 2 onglets méthodologiques (stratégie et formation, sensibilisation et communication) et 13 onglets thématiques (urbanisme et aménagement, mobilité, gestion, production et distribution de l'énergie, bâtiments, agriculture, etc).

A chaque étape de progression correspond une fiche explicative qui contient une explication de la mesure à prendre, des éléments de méthode, des exemples concrets, des outils et références et des indicateurs de suivi.

Mis à disposition avec des droits ouverts et téléchargeable gratuitement depuis le site Internet www.climat-pratic.fr, Climat Pratic est un outil souple et adapté à toutes les situations locales.



Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga : www.mrafundazioa-alda.org

UN AN APRÈS FUKUSHIMA L'ÉNERGIE EN QUESTIONS / URTE BAT FUKUSHIMATIK LANDA ENERGIJA ZALANTZAN

CONFÉRENCE PUBLIQUE - HITZALDIA
UN AVENIR SANS PÉTROLE ? GEROA PETROLIORIK GABE ?

JEUDI 8 MARS À 20H30 - MARTXOAREN BAN OSTEGUNA 20:30TAN
AINIZA-MONJULOSEN

AVEC BENOÎT THÉVARD-EKIN
Ingénieur des mines. Conseiller en énergie et stratégie pour carbone des territoires.
Empire et territoire, enjeux énergétiques complexes.

Notre dépendance au pétrole est totale. Pourtant, de nombreux indicateurs montrent que le ton du pétrole diminue et que son prix est en hausse. Une conférence très accessible sur le pétrole, les conséquences de sa présence à court et les adaptations possibles et souhaitables des entreprises.

Pétroliaren menpe bizi giza osaki. Alde, sailateak jantzek eskaintzen duela petroliu merke eta operazioen arazo bukatzen direla. Itzazkoak argiti, erakunde eta pertsona askok erantzun behar duten galderak, erantzunak emateko moduak aurkeztu eta gaurtik aurrerantze erabakitzeko zain diren.

Renseignements et inscriptions au - sartzeta urririk, izena emateko... 05 59 25 65 52 ou à info@bizimugi.eu

bizi! www.bizimugi.eu <http://www.eldiari.org/> www.mrafundazioa.org

URTE BAT FUKUSHIMATIK LANDA ENERGIJA ZALANTZAN

HITZALDIA
NEGAWATT PROIEKTUA
LARUNBATA, MARTXOAREN 10AN 10:00ETAN
DONIBANE LOHITZUNEN (GRILLERIE DE LA SARDINE)

PAUL MEAU NEGAWATT ELKARTZEKO ENERGIJA ETA ERAKUNTZA ARLOTAKO 25 ADITUETARIKO BAT DA ENERGIJA BERRITZAGARRIETAN BEREZITUA DEN IKERKETA BULEGO BATEN ARDURADUNA DA.

NUKLEARRETIK ETA ENERGIJA FOSSILETAK ATERRATZE ERABAKI ERABAKITZEA, POSIBLE DA !

Sartzeta urririk, izena emateko aholkua da : info@bizimugi.eu edo 05 59 25 65 52

Bizi! eta Manu Robles-Arangiz Fundazioak antolatuta

bizi! www.bizimugi.eu www.mrafundazioa.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Participants aux six ateliers

Groupe n°1: Aragon Marie-Christine (Réfèrent du groupe pour le Conseil des élus); Banizette François; Berhocoirigoin Michel; Bimboire Pantxo; Cerveaux Corinne; Ducasse Martine; Elissalde Patxi (Réfèrent du groupe pour le Conseil de développement); Etchebest Michel; Goikolea Txaro; Gorostiaga Hur; Laborde Anne; Larralde Michel; Larrasquet Jean-Michel; Marco Jean-Marie; Mendiboure Pierre; Meyzenc Sylvie; Pierre Nathalie; Prieto Jeronimo; Torre Chantal; Veunac Michel; Zubieta Maritxu. **Groupe n°2:** Bacho Sauveur; Bisauta Martine; Castaingts Michel; Caussade Benoit; Leiciaguecahar Alice; Marco Jean-Marie; Mendiboure Pierre (Réfèrent du groupe pour le Conseil de développement); Pier-

re Nathalie; Portier Arnaud; Soule Isabelle; Veunac Michel (Réfèrent du groupe pour le Conseil des élus); Voisin Jean-Pierre. **Groupe n°3:** Abeberry Jakes; Aramendy Eñaut; Bergougnan Juliette (Réfèrent du groupe pour le Conseil de développement); Bisauta Martine; Causse Bernard; Etchegaray Jean-René (Réfèrent du groupe pour le Conseil des élus); Iriart Jean-Claude; Ithurbide Mikel; Marco Jean-Marie; Soule Isabelle; Veunac Michel. **Groupe n°4:** Bidart Jojo; Bortayrou Jakes; Brillant Virginie; Brisson Max (Réfèrent du groupe pour le Conseil des élus); Broqueville Karine; Coyos Jean-Baptiste; Erramouspe Mikel; Etchegoin Pantxo; Etcheto Jean-Baptiste; Gorostiaga Hur; Ihidope Fabienne; Indo Paxal (Réfèrent du groupe pour le Conseil de développement); Laba-

die Jean-Claude; Marco Jean-Marie; Mourguy-Capelier Evelyne; Petrisans Katy; Soule Isabelle. **Groupe n°5:** Alaux Sylviane (Réfèrent suppléant du groupe pour le Conseil des élus); Bisauta Martine (Réfèrent du groupe pour le Conseil des élus); Carrere Dominique; Causse Bernard (Réfèrent du groupe pour le Conseil de développement); Clement Olivier; Harignordouy Jean-Louis; Iriart Alain; Larrasquet Jean-Michel; Marco Jean-Marie. **Groupe n°6:** Bacho Sauveur; Brouquerre Claude; Caldumbide Iñaki; Cellan Claire; Duval Valérie; Hacala Germaine (Réfèrent du groupe pour le Conseil des élus); Harivongs Frédérique (Réfèrent du groupe pour le Conseil de développement); Labadie Jean-Claude; Pierre Nathalie; Save Jean-Denis.

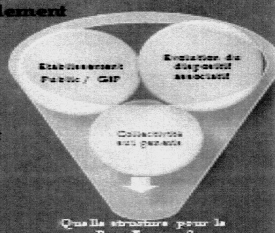


Le contexte

Le jour d'aujourd'hui :
Créé par arrêté préfectoral de janvier 1997, dans le décret n°95-115 du 4 février 1995.
Il associe deux structures : le CEPB et le CDPB (loi 1901).

Le cadre normatif (loi N°2010-1563 du 16 juillet 2010 et textes d'application) concerne les collectivités territoriales.
Il prévoit la possibilité de créer des « Pays ».
Les communes prendront normalement le contrat de plan.

Quelle structure pour le Pays Basque ?
Quel statut particulier ?



Le syndicat mixte fermé ou ouvert

Le statut du syndicat mixte fermé (SMF) est défini par les articles 5711-1 et s. du CGCT.

Les collectivités sous forme d'établissement public

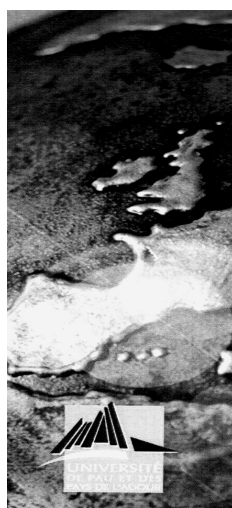
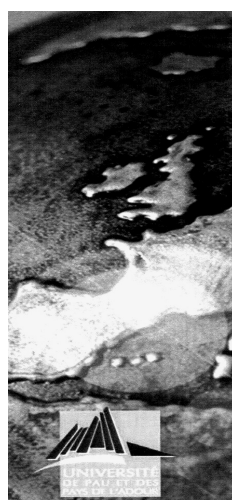
Les communes et EPCI ou uniquement EPCI.

Les compétences :
Elles sont détenues par ses membres et transférées au syndicat.

Le statut des dispositions de l'article 145 de la loi du 13 août 2004 relative à l'exercice d'une compétence régionale ou départementale, à l'article L.5111-1 du CGCT (conventions de prestation de service, région, etc.)

Le seuil démographique. Arrêté du préfète (à l'accord unanime des communes).

Le fonctionnement : dispositions communes applicables aux syndicats de communes ; classiquement, un comité de gestion.



Le pôle métropolitain

A retenir pour le projet Pays Basque : les opportunités et obstacles du pôle métropolitain

Structure peu attractive telle quelle pour le Pays Basque

Seuil de population élevé pour sa création. Même si le Pays Basque pourrait profiter de l'exception légale (la communauté des communes Sud Pays Basque compte plus de 60 000 habitants et est limitrophe de l'Espagne), reste néanmoins à atteindre le seuil de 300 000 habitants.

Les compétences sont ciblées et limitées. Les possibilités de délégation de compétences par convention sont offertes uniquement entre collectivités territoriales ou au profit d'un EPCI à fiscalité propre (art. 1111-8 du CGCT), le Pôle métropolitain ne pourra pas en bénéficier.

Une structure intéressante dans une logique d'expérimentation ?

On peut retenir du pôle métropolitain l'idée de création d'un pôle de solidarité et de développement territorial, qu'on pourrait songer à transposer hors du seul milieu urbain, permettant une meilleure visibilité et une plus grande identification du territoire que le syndicat mixte.

Les collectivités territoriales à statut particulier

Caractéristiques communes à toutes les collectivités : personne morale de droit public administrée par un conseil élu au suffrage universel direct dotée d'un pouvoir de décision dans son ressort territorial pour les affaires relevant de sa compétence. Identifiable par l'existence d'une population, d'un nom et d'un territoire.

Compétences de la CT-SP :

- ✓ Prise en charge des intérêts des populations en conformité avec les attributions des compétences générales particulières définies par la loi (comme pour toute CT) ;
- ✓ MAIS possibilité de différenciation des compétences par rapport au droit commun.

Création :

- ✓ Par une loi ordinaire en vertu des articles 72 et 73 de la constitution.
- ✓ N'étant pas situé outre-mer, le Pays Basque ne pourrait relever que de l'article 72 quant à la création d'une collectivité à statut particulier.
- ✓ Certaines collectivités à statut particulier situées outre-mer peuvent néanmoins fournir des exemples intéressants quant à leur organisation et fonctionnement.

Art. 72 al.1 de la constitution

Communes, départements, régions

Collectivités à statut particulier

Collectivités situées outre-mer

Art. 73 de la constitution

Principe d'adaptation : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion et Mayotte

Alsace, Nord, Martinique et Guyane sont aussi des Coll. à statut particulier

Art. 74 de la constitution

Statut prévu une loi organique (anciens TOM : principe de spécialité)

Les collectivités territoriales à statut particulier

Intérêt des collectivités territoriales à statut particulier

Outre l'adaptation institutionnelle qu'elle offre à des territoires spécifiques au sein de la République française, la reconnaissance d'un statut de CS-CT permet de bénéficier d'un pouvoir normatif plus important, et notamment notamment :

- du pouvoir réglementaire local ;
- la reconnaissance d'une possibilité d'expérimentation (art. 72 al. 4) leur permettant de déroger aux lois et règlements nationaux régissant leurs compétences, pour un objet et une durée limités.

A retenir pour le projet Pays Basque :

- Possibilité de créer une collectivité dérogeant aux structures existantes et de lui reconnaître des compétences élargies eu égard aux règles de droit commun, tout en restant dans le cadre constitutionnel ;
- Possibilité d'être habilitée par le législateur à fixer des règles adaptées à ses spécificités ;
- Principale contrainte juridique : la mise en place d'une collectivité à statut particulier exige l'intervention d'une loi, ce qui suppose un processus s'inscrivant dans une certaine durée et dont l'issue n'est pas prédéterminée.



Rétrospective

L'année 2012 verra-t-elle des avancées dans le processus de paix en Euskal Herria? Les gouvernements espagnols et français prendront-ils la mesure des attentes de ceux qui espèrent une reconnaissance de la situation nouvelle générée par l'adieu aux armes d'ETA? Ces questions n'ont pas encore de réponse. En attendant voici le rappel de quelques dates importantes des deux années passées.

● **28 mars 2010:** 21 personnalités internationales réunies à Bruxelles apportent leur caution aux engagements de la mouvance Batasuna en faveur de la résolution du conflit, publiés dans le document Zutik Euskal Herria et demandent à ETA de déclarer un cesse-le-feu permanent et vérifiable.

● **20 juin 2010:** Eusko Alkartasuna et la Gauche abertzale (ex-Batasuna) signent l'accord Lortu arte, affirmant l'objectif d'un Etat indépendant pour le Pays Basque. L'accord stipule l'utilisation exclusive de moyens démocratiques pour y parvenir, fondée sur les principes énoncés par le sénateur Mitchell. Il

ne Feminista, Amnistiaren Aldeko Mugimendua, Apaizen Koordinakundea — signent l'Accord de Gernika — Bake bidean aterabide demokratikoen akordioa — qui déclare l'exclusivité des voies politiques et démocratiques pour la résolution du conflit politique. Les signataires demandent à ETA l'arrêt définitif de la lutte armée et aux Etats français et espagnol leur engagement ferme dans la résolution du conflit.

● **10 janvier 2011:** dans un communiqué à la BBC et à des médias basques, ETA annonce un "cessez-le-feu général, permanent et vérifiable internationalement". Avec la nouvelle



Conférence internationale d'Aiete le 17 octobre 2011 à Donostia
De g. à dr.: Gerry Adams, Gro Harlem Brundtland, Bertie Ahern, Kofi Annan, Pierre Joxe et Jonathan Powell

préconise l'union des forces souverainistes basques sur une ligne de gauche.

● **5 septembre 2010:** en réponse à la déclaration de Bruxelles, ETA annonce l'arrêt des actions armées offensives.

● **25 septembre 2010:** 5 partis politiques - Gauche abertzale (ex-Batasuna), Eusko Alkartasuna, Aralar, Alternatiba et Abertzaleen Batasuna —, 6 syndicats — LAB, Hiru, ESK, ELB, EILAS, EHNE — et 19 autres organisations — Gernika Batzordea, TAT, Iratzarri, Herria 2000 Eliza, Ikasle Abertzaleak, Giza Eskubideen Behatokia, Alternatiba Gazteak, Gazte Independentistak, Gazte Abertzaleak, GaztEHerria, Ezker Soberanista, Euskaria, Euskal Herriak Bere Eskola, Etxerat, Bilgu-

année, ETA pose un jalon significatif sur le chemin de la paix. L'organisation armée se plie au changement de stratégie de la mouvance Batasuna, résultat du débat interne initié après le veto qu'elle avait imposé à la signature d'un accord tripartite — Batasuna, PSOE, PNV — en conclusion des pourparlers de Loiola en 2006. L'organisation se conforme ainsi au schéma dessiné par la déclaration de Bruxelles et l'accord de Gernika.

● **14 février 2011:** Le groupe de travail des signataires de la déclaration de Bruxelles, mené par l'avocat sud-africain Brian Currin, se met en place et entame une série de consultations avec les organisations politiques et sociales de la CAV. PP et PSOE rejettent la médiation du groupe de travail. Néanmoins,

“La déclaration d'Aiete signée par six personnalités de renommée internationale lance un appel à ETA pour un arrêt définitif de son activité armée.”

la concertation menée par le groupe de Bruxelles conforte auprès de l'opinion publique l'idée que l'engagement d'ETA pour la fin de la lutte armée est ferme et définitif.

● **28 avril 2011:** ETA annonce avoir mis fin à "l'impôt révolutionnaire". L'information est confirmée par les organisations patronales basques qui attestent qu'aucune lettre de demande d'impôt révolutionnaire n'a plus été adressée aux entreprises d'Hegoalde depuis plusieurs mois.

● **22 mai 2011:** Aux élections pour les municipalités, les trois diputaciones et le parlement foral de Navarre, la coalition Bildu — Gauche abertzale, EA, Alternatiba — obtient un score sans précédent. Avec 315.433 voix, Bildu talonne le PNV (315.303 voix). La coalition enlève la diputacion de Gipuzkoa et nombre de municipalités dont l'emblématique mairie de Donostia.

● **23 septembre 2011:** le Collectif des prisonniers politiques basques rejoint l'accord de Gernika qui prône les seules voies politiques et démocratiques pour la résolution du conflit politique. Ce soutien est un soutien de poids au changement stratégique de la mouvance Batasuna.

● **17 octobre 2011:** la conférence internationale d'Aiete réunit partis basques et personnalités internationales. Elle s'achève par la déclaration d'Aiete signée par six personnalités de renommée internationale: Kofi Annan, Gro Harlem Brundtland, Bertie Ahern, Pierre Joxe, Gerry Adams, Jonathan Powell. Ils lancent un appel à ETA pour un arrêt définitif de son activité armée et aux gouvernements espagnol et français pour l'ouverture du dialogue.

● **20 octobre 2011:** trois jours après la déclaration d'Aiete, ETA annonce l'arrêt définitif de ses actions armées. Les gouvernements espagnols et français se taisent.

● **20 novembre 2011:** victoire de la coalition Amaiur (Bildu + Aralar) aux élections générales espagnoles. Les souverainistes de gauche amplifient le score de Bildu du 22 mai. Avec 333.628 voix, la coalition fait mieux que le PNV (323.517) et envoie sept députés aux cortes.

● **7 janvier 2012:** Gigantesque manifestation à Bilbao pour les droits des prisonniers. Plus de 100.000 personnes défilent pour réclamer l'amnistie pour les prisonniers politiques et les réfugiés basques.



Manuel Lasarte bertsulari herrikoia

BERE bizitan naigabe ainitz jasanik, azkenik bere alaba galdurik, joan zauku Manuel Lasarte bertsulari handia. Ofizios arotza zen. Bizitzako urterik gehienak Orion iragan ditu.

17 urtetarako plazetan bertsuka abiatuak, 42 urtez jarraian ibili da, hortik bizipidearen parte bat ateraz.

Lasarteren bertsu jarri andana bat K7 dela koetan argitaratu zituen Elkar dizketxeak. Omenaldi zombait antolatua izan zaizkio, aipagarriena 1975ko Martxoan bere sort-herrian. Egun hartan altxatu zuten orroiharria beti xutik dago Nafarroako Leitzan.

60 urtetarik goiti bakanxago plazaratu zen. Ni ere doi bat kurutzatu izan naiz Manuelekin. Oraino pertsuka hasi gabea nintzalarik, Baigorriko laborari zahar batzu entzunak nituen Lasarte-z mintzo. Igandetan Loiolako Irratitik hedatzen ziren bertsu saioak entzuten baitezuten. Leiza-ko "Franki" baserritik atera Manuel Lasarte-ren bertsuak ulergarri eta haren ahoskera gozoa gustagarri zitzaizkien.

Xalbador zenaren ehorzketan ikusi nuen lehen aldikotz. Entzun orduko gustaturik, "gordean neuzkanak" izeneko haren liburua erosi eta aldi pare batez irakurtu ere bai.

Maizenik Nafarroa eta Gipuzkoan kantatzen zuen baina Iparraldera ere deitua izaiten zen noizetik noizera; hala nola 1960ko hamarkadan Eihalarreko kermezakari, eta Mixel Itzainak antolatu bertsu saioetara.



Manuel Lasarte

Denak xoraturik egoiten ginen neurtitz aberatsekin pertsua osatzeko nolako errextasuna zuen. Neurrietan ez zen behaztopatzen eta bertsu lerroak elgarri ongi josten bazakien.

Euskara garbian pentsatzen zuen, eskola zaharreko bertsulari guzien antzera. Ateraldi finak zituen plaza gizon serio eta maitagarria agertu da beti.

Uztapide, Zepai eta Basarriekin aprendiz-

“Euskara garbian pentsatzen zuen, eskola zaharreko bertsulari guzien antzera. Ateraldi finak zituen plaza gizon serio eta maitagarria agertu da beti.”

goak eginik, Mattin eta Xalbadorrekin ere ibili zen. Bertzeak bertze, Lazkao Txiki, Joxe Lizaso, Agirre, eta Mitxelena, Etxeberria, Xanpun zituen bere adintsuko beste bertsulariak. Belaunaldi gazteagoekin ere ukan ditu abesteko parada asko.

Idazle ona

Oharturik gauzarik xeheak zoin ximpleki eta poliki kondatzen zituen, Antonio Zavala Auspoa argitaletxeko zuzendariak azkarki sustatu zuen hitz laxoan ere idaztera, eta harek dizkio liburuak argitaratu. A.Zavalak bultzaturik urte ainitzez artikuluak idatzi zituen "Diario Vasco"n. Egunkari hartan, euskarazko artikulu bakarrak Lasarterenak izaiten omen ziren.

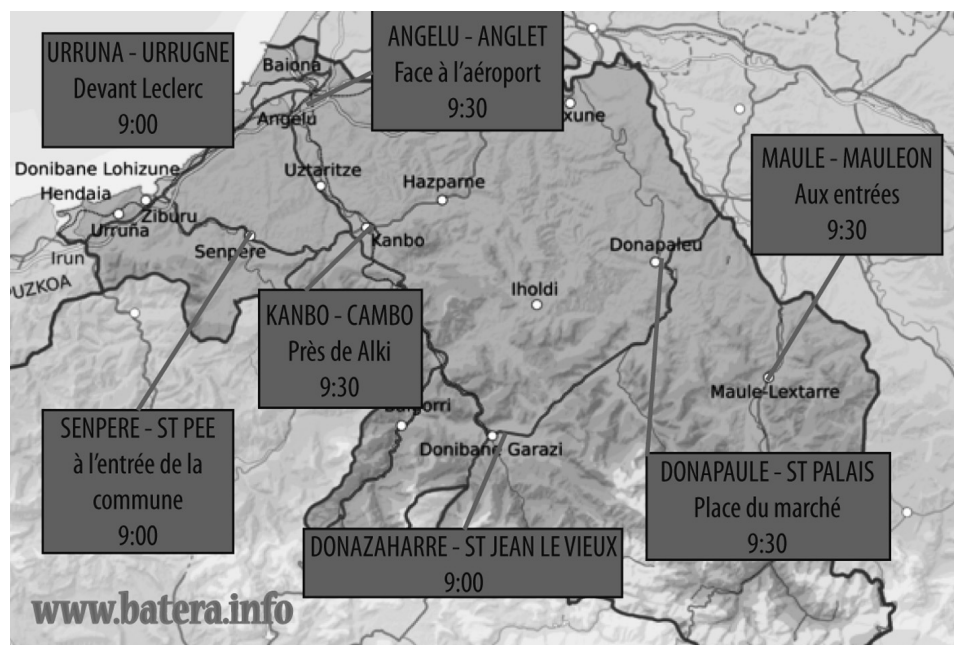
"Lazkao Txiki gogoan" eta "Uztapide gogoan", eta geroxago "beranduko lanak" beste hiru liburu idatzi zituen. Beraz, Lasarteren obra eskuragarri gelditzen da. Hots, desagerteren ari diren bizimoldeen lekuko paregabea!

Norat goatzin jakiteko on baitugu nundik heldu giren jakitea, milesker Manuel utzi diguzun lan oparoarentzat! Zure Familiak eta oroz gaintetik zure seme bakar bertsulari Eusebiok jakin bezate heien doluminean parte hartzen dugula!

Jean-Louis Laka

Mobilisation Batera, 3 mars

NOUS proposons à tou(te)s celles et ceux qui souhaitent que le Pays Basque Nord soit enfin reconnu et dispose des outils institutionnels pour prendre en main la gestion de ses affaires et de son devenir, d'occuper l'espace public de façon forte et symbolique en organisant des barrages filtrants sur les axes de communication du territoire en sept points différents de 10h à 12h. Par cette mobilisation nous voulons réaffirmer le bienfondé de nos 4 revendications et particulièrement le besoin et l'urgence d'une collectivité territoriale Pays Basque. Nous voulons aussi dénoncer les blocages politiques qui paralysent le Pays Basque. Ils sont le fait des différents gouvernements français depuis 30 ans (depuis les promesses du candidat Mitterrand), du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, et de certains élu(e)s locaux. Par ces blocages temporaires notre but est de «mettre en scène» cette situation qui n'a que trop duré, et de montrer notre détermination pacifique mais inébranlable à gagner cette reconnaissance institutionnelle du Pays Basque Nord.





Tragédies

● Jakes Bortayrou

L'EUROPE vit une double tragédie. D'une part les mesures économiques mises en place face à la crise dans laquelle est plongée le système capitaliste sont une fuite en avant qui préparent une décennie chaotique aux conséquences sociales et politique imprévisibles. D'autre part, cette crise ne peut avoir d'issue heureuse pour la grande majorité de la population qu'à la condition de mener un affrontement de niveau élevé avec les classes dominantes, ce qu'aucune des forces qui se succèdent au pouvoir dans les différents pays européens ou sont susceptibles d'y accéder aujourd'hui n'est prête à assumer.

Un retour à l'ère du capitalisme «fordiste», plus ou moins régulé des 30 glorieuses est impossible. La phase dite «néolibérale» que nous connaissons depuis le début des années 80 était une réponse à l'essoufflement de ce modèle. Elle a favorisé un accaparement accru de la richesse produite au profit des détenteurs du capital, des classes possédantes. La répartition entre profit et salaires a clairement évolué au détriment de ces derniers. En corolaire, si certains se sont enrichis, beaucoup se sont appauvris et précarisés. L'augmentation de la productivité a été accaparé par les actionnaires au détriment de l'investissement productif à long terme ou de la poursuite de la réduction du temps de travail, seul à même de créer des emplois. Conséquences logiques, l'instauration d'un chômage de masse mais aussi une difficulté de plus en plus grande à «faire tourner» la machine économique

par manque de pouvoir d'achat. Le développement du crédit a pu compenser pendant un temps mais la crise financière a mis fin à cet artifice. Les mesures imposées aujourd'hui partout en Europe ont de quoi atterrir non seulement bon nombre d'économistes (1) mais toute la population. Les politiques d'austérité sont absurdes car elles provoquent mécaniquement récession, baisse de l'activité, rentrées fiscales diminuées et donc de plus grandes difficultés à rembourser la dette ce qui affole les marchés, fait monter les taux et augmente les sommes à rembourser. La démonstration est éclatante en Grèce. La seule logique de ces mesures est de profiter de la situation pour appliquer un traitement de choc afin de réduire encore les acquis sociaux et de dévaloriser encore plus le travail au prétexte d'un besoin de compétitivité. Le régime infligé aux Grecs sert d'exemple. Il doit tou(te)s nous terroriser et nous persuader qu'aucune autre alternative n'est possible.

C'est là l'autre aspect de la tragédie. La profondeur de la crise impose des solutions radicales qui privilégient clairement les intérêts populaires en s'attaquant à ceux des classes possédantes: briser le carcan de la dette illégitime en la répudiant, s'émanciper du financement par les marchés, retourner au financement par les banques centrales et socialiser les banques, imposer une autre répartition des richesses par une réforme fiscale, rompre avec les dogmes néolibéraux européens, redévelopper les services publics et la protection sociale, poursuivre



Le régime infligé aux Grecs (...) doit nous persuader qu'aucune autre alternative n'est possible."

la réduction du temps de travail, amorcer la transition vers un modèle économique non productiviste et écologique. Soit un niveau d'affrontement social et politique élevé, un rapport de force dont la construction reste embryonnaire. Il n'existe plus aucune marge pour une politique social-libérale telle que la défend le candidat Hollande et les échecs de Zapatero et Papandréou sont là pour le démontrer. Miser sur un supplément de croissance (sans aucune remise en cause de sa nature) et une réduction des déficits à court terme n'est tout simplement pas crédible. Prétendre mener une politique sociale sans casser le diktats des marchés qui à la moindre mesure progressiste augmenteront leur taux d'intérêt, est au mieux irréaliste, au pire une escroquerie.

Comment casser le fatalisme et la résignation face à des enjeux qui nous semblent hors de portée? Comment lutter tou(te)s ensemble, comment agencer résistances et alternatives concrètes, comment lier combat au niveau local et mouvement plus global, comment pratiquer une solidarité concrète entre les peuples, avec les Grecs, les Roumains, les Espagnols...? Au-delà des nombreuses polémiques futiles des périodes électorales, telles sont quelques questions incontournables à débattre pour affronter les temps incertains à venir.

(1) <http://atterres.org/page/manifeste-d'economistes-atterres>

Notre couverture: Sculpture de Manuel Lasarte en hommage au bertistolari à Leitza, sa ville natale.

Sur votre agenda

Otsaila:

● **Samedi 25, 17h, BIARRITZ** (Médiathèque).

Contes théâtralisés en euskara "Hau dela, hori dela" par la Compagnie Eleka.

● **Samedi 25, à partir de 18h, DONAPALEU**

(Gaztetxe). Initiation aux Mutxiko, pintxo et concert. Entrée 3 euros.

● **Jusqu'au 4 mars, DONIBANE LOHITZUNE**

(La Rotonde). "Herri Ixilean", exposition photo de Jon Cazenave.

Deux militantes visées

L'INTERPELLATION le 14 février de Naia et Audrey Lacroix à Saint-Pée-sur-Nivelle a été mouvementée. Cueillies dès 6 heures du matin à leur domicile, les deux militantes de Segi ont été emmenées une heure plus tard, alors que les amis, avertis, s'étaient rassemblés au bout du chemin. Brandissant de nombreux ikurriñas, il ont tenté d'empêcher le convoi d'avancer. Les CRS en képi les ont bousculés, utilisant des grenades lacrymogènes.

nes.

Conduites à Pau, placées en garde à vue sous l'autorité du parquet anti-terroriste de Paris, elles sont accusées de participation à une tentative d'attentat contre une résidence secondaire du village.

L'une a été libérée le lendemain sans charges. Naia, transférée à Paris, a été incarcérée. Des rassemblements ont eu lieu à Saint-Pée et le prochain est programmé ce samedi 25 février.

Zuzenketa

TXILLARDEGIZ agertu berri den artikuluan, lapsus bat egin dut er-ranaldi honetan: "1964an abertzale hautuaren egitera bultzatu gaitu". Abertzale hautua hastetik egina zegoen Enbatan, 1960tik. Idatzi nahi nuena hauxe zen: "1964an sozialista hautuaren egitera bultzatu gaitu". Mea culpa, ene falta.

Jean-Louis Davant

Sommaire

● CAHIER N°1 ENBATA

Gouvernance d'Iparralde 4 et 9

Rétrospective 10

● CAHIER N°2 «ALDA» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190